

La formation de la République arabe unie, une étape progressive

L'unification du Moyen-Orient et du monde arabe est une tendance historique qui ne trouvera sa réalisation achevée que sous la forme d'Etats-Unis socialistes soviétiques de cette partie du monde. Mais cette tendance a déjà montré sa force en amenant les dirigeants d'Égypte et de Syrie à l'utiliser contre l'impérialisme. En Égypte la direction Nasser est l'expression d'une bourgeoisie industrielle indigène. En Syrie, les animateurs de cette opération sont les dirigeants du Parti El Baath, un parti petit bourgeois à base de masse et à phraséologie socialisante. On comprend que les dirigeants de la République arabe unie, loin de voir dans la fédération d'Irak et de Jordanie un danger pour eux ou — comme l'espèrent les rois qui se sont associés — un obstacle à l'unification du monde arabe, considèrent qu'il sera plus facile d'englober un État là où il y en avait jusqu'alors deux. Et ils ont parfaitement raison, car les masses du Moyen-Orient soutiendront leur initiative et non la manœuvre irako-jordanienne.

D'autre part, pour pouvoir réaliser cette fédération, les dirigeants irakiens sont dès maintenant obligés de mettre en veilleuse le pacte impérialiste de Bagdad. Enfin, la formation de la République arabe unie a renforcé les aspirations unitaires arabes qui existent en Afrique du nord, affaiblissant ainsi les positions conservatrices et prooccidentales du roi du Maroc et de Bourguiba et stimulant la lutte du peuple algérien. A de nombreux égards, la formation de la République arabe a ainsi constitué un nouveau coup à l'impérialisme et un nouveau pas en avant de la révolution coloniale.

Cette opération se fait, il est vrai, avant tout sous la direction bourgeoise de Nasser et ceci veut dire qu'elle comporte de ce fait certains aspects négatifs. Par exemple il semble que la vie politique et plus particulièrement les mouvements des masses qui étaient relativement puissants en Syrie vont connaître une sorte de « mise au pas ». Toutefois, il nous apparaît très difficile qu'une telle opération puisse se faire très profondément, et on peut même espérer qu'à une étape ultérieure, les courants politiques de masse — politiquement avancés — qui existent en Syrie trouveront, grâce à l'unification, un terrain de travail en Égypte.

Dans cet effort d'unification du monde arabe se pose inévitablement la question d'Israël, cet État artificiellement constitué par les impérialistes il y a dix ans pour enrayer les progrès du monde arabe. « Le Monde » a signalé voici quelques jours que la radio du Caire et de Damas aurait invité Israël à se joindre à la République arabe unie, et que la radio israélienne aurait répondu: « Pourquoi pas? Ne sommes-nous pas les uns et les autres des Sémites? ». La chose apparaît de prime abord comme une plaisanterie, comme un échange de propos ironiques de part et d'autre, et le gouvernement israélien a d'ailleurs fait savoir qu'il ne pouvait être question d'une telle chose. Mais ce n'est pas la première fois que, derrière les plaisanteries, il existe quelque chose de sérieux ou qui peut devenir sérieux. Dans le numéro de janvier de « Quatrième Internationale », nos lecteurs pourront trouver un article qui indique que le secrétaire M. Aflek du Parti El Baath, qui a stimulé en Syrie la formation de la nouvelle République, a émis l'idée d'une intégration d'Israël dans une Fédération socialiste du Moyen-Orient. En fait, c'est là la seule solution qui puisse assurer l'existence même des Juifs qui se sont rendus en Israël, à la suite de la réaction que le monde a connue avec le nazisme et qui sont bernés par des agents impérialistes. Il n'y a pas de doute que les résistances à une solution fédérale sont extrêmement grandes aussi bien que dans le monde arabe que dans Israël, mais on peut être certain que tout pas en avant, toute mesure progressive — et la formation de la République arabe unie en est une — aura aussi d'heureux effets dans le sens qu'elle favorisera la progression de l'idée d'une intégration d'Israël dans une Fédération socialiste du Moyen-Orient.

L'AFRIQUE NOIRE

Le fracas du bombardement de Sakiet Sidi Youssef a fait passer presque inaperçu ce que la grande presse avait annoncé comme la grande quinzaine africaine. La bourgeoisie a ses raisons d'être discrète sur le chapitre de l'Afrique Noire. L'opinion publique a suffisamment de raisons de s'alarmer au sujet de la situation algérienne. Le refus obstiné de prendre en considération la revendication du peuple algérien prend, en outre, un caractère encore plus absurde au moment où la poussée vers l'indépendance se faisant plus pressante, l'Afrique Noire s'achemine vers une autonomie interne, transition éminemment glissante et précaire. Au moment aussi où il faudra choisir bientôt à Madagascar entre la réédition du massacre monstrueux et l'octroi de l'indépendance.

Il n'est pas douteux que si la guerre d'Algérie accélère la prise de conscience des peuples de toute l'Afrique et leur émancipation, les conquêtes de l'Afrique noire à leur tour sapent les positions de l'impérialisme en Algérie. La bourgeoisie colonialiste, cela se comprend, a tout intérêt à ne pas trop laisser apparaître cette vérité.

Paris a donc été, au cours de la quinzaine écoulée, le théâtre d'une succession de rencontres et de conférences africaines qui ne sont pas toutes achevées à l'heure où nous écrivons. Cette animation exceptionnelle est le reflet des grands bouleversements qui agitent l'Afrique noire. Sa signification la plus nette est qu'un an après la mise en application de la loi-cadre Defferre la bourgeoisie colonialiste se voit déjà contrainte de rechercher une solution de remplacement cédant davantage à l'aspiration d'indépendance des masses africaines comme du peuple malgache. Nous avons, quant à nous, indiqué dès le départ que la loi-cadre, loin de satisfaire les Africains, stimulerait encore leur combat.

Ministre des Colonies, gouverneurs des territoires et leaders africains ont examiné de concert les voies d'une retraite élastique qui permettrait — peut-être — de souffler une nouvelle année. Car les choses vont vite

Houphouët et le gou...

Peu de jours après l'interdiction de l'U.G.E.M.A., le gouvernement s'attaque à la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France dont la revue est saisie une fois de plus. Cette agression répétée contre les étudiants africains, alors que d'autres Africains siègent au gouvernement, est une sorte d'hommage rendu à la jeunesse intellectuelle pour sa fidélité aux aspirations populaires et son rôle d'avant-garde assumé dans le combat anti-impérialiste. Il faut saluer la solidarité active exprimée par les organisations estudiantines métropolitaines à l'égard de leurs camarades africains victimes de la répression. Notre parti tient à renouveler en cette circonstance l'entière solidarité qu'il manifeste en toute occasion à la lutte anti-colonialiste.

La saisie de l'*Etudiant d'Afrique Noire* est cette fois particulièrement significative du fait qu'il s'agissait d'un numéro spécial rendant compte du récent congrès de la F.E.A.N.F. Ce congrès revêtait une importance très spéciale du fait qu'il consacrait l'unité d'action des étudiants avec les jeunes et les travailleurs d'Afrique noire comme on le constatera à la lecture de la déclaration commune ci-après. Le ministre Houphouët était, à n'en pas douter, le plus intéressé à étouffer des résolutions de ce genre et d'autres dont nous donnerons quelques extraits en regrettant que notre format réduit ne nous permette pas une reproduction plus complète de ces textes.

DECLARATION COMMUNE

Le VIII^e Congrès de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, tenu à Paris du 27 au 31 décembre 1957, s'est résolument placé sous le signe de l'unité d'action des étudiants avec les jeunes et les travailleurs d'Afrique noire.

Les Organisations invitées: Conseil de la Jeunesse d'Afrique, Union Générale des Etudiants d'Afrique Occidentale, Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire, acquises à la nécessité de la lutte pour l'unité et l'indépendance nationale solennellement proclamées dans les résolutions de leurs Congrès respectifs, ont participé à tous les travaux et discussions préparatoires au sein de la Commission de politique générale, et au cours des séances plénières.

Après avoir procédé à une large analyse critique de la situation politique

Première conférence de presse à Paris

Ce nouveau parti constitué à Dakar, en septembre dernier, a fait sa première apparition à Paris à l'occasion de la Conférence des partis africains dont il fut rapidement évincé sans ménagement en raison de son refus d'adopter une position de collaboration avec l'impérialisme. Le secrétaire du Parti Africain de l'Indépendance, Majhemout Diop, s'est adressé à la presse pour faire connaître les circonstances de cette éviction.